



Discours de Guillaume TRICHARD

Grand Maître du Grand Orient de France

En hommage à Samuel Paty et Dominique Bernard

Paris, Square Samuel Paty, le 16 octobre 2026

Mes Très Chers Frères Grands Maîtres, Mes Très Chers Frères et Mes Très Chères Sœurs dignitaires des Obédiences amies,

Mesdames, Messieurs les Présidents des associations du Collectif Laïque National,

Mes Très Chers Frères et Sœurs Conseillers de l'Ordre du Grand Orient de France,

Mes très Chers Frères Anciens Grands Maîtres du Grand Orient de France,

Mesdames, Messieurs les élus de la République,

Mes Très Chers Frère, Mes Très Chères Sœurs,

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Il faisait son métier. Il aimait son métier. Il aimait ses élèves.

Mieux : il leur était dévoué, dévoué à leurs apprentissages, dévoué à leurs progrès sur la voie de la connaissance, dévoué à l'épanouissement de leur curiosité et de leur intelligence, car il avait, au cœur, la passion de la transmission.

Enseigner, expliquer, transmettre.

Transmettre pour éclairer, transmettre pour ouvrir l'esprit, transmettre pour faire grandir, transmettre pour « *augmenter* ».

Il aimait passionnément faire cours, il aimait l'idée que, dans ces moments, par l'alchimie de la transmission, le flambeau du savoir passait insensiblement de génération en génération, raffermissant la chaîne vitale du genre humain.

C'était là son idéal. C'était là sa vie.



C'était l'un des cœurs ardents de son existence.

C'était l'idéal de Samuel Paty, dont nous célébrons aujourd'hui la mémoire.

Et, à ses côtés, nous honorons celle bien sûr de Dominique Bernard, autre martyr de l'École de la République.

Ces deux professeurs, ces deux héros de notre école ont été des sentinelles de la République.

Ils ont tenu leur rang.

Ils ont rempli leur rôle.

Jusqu'au bout.

Admirablement.

Samuel Paty a été le gardien vigilant, appliqué des idéaux les plus élevés de notre République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

De la trempe des généreux, il avait voué son énergie et son talent à la puissance d'émancipation de notre école. Et c'est de cela, précisément, qu'il est mort. C'est cela qu'a visé et frappé son bourreau, avec l'implacable fureur des fanatiques.

Ces derniers, ne nous y trompons pas, savent toujours ce qu'ils font.

Oui, son assassin, avec une radicalité dans le mal qui glace le sang, a puni de mort l'humanisme de sa victime.

Samuel Paty n'a commis aucune faute. Il n'a fait preuve d'aucune imprudence. Il n'est coupable d'aucune incartade, d'aucun mot malheureux. Il est déplorable, lamentable, obscène même que certains osent encore le laisser entendre, six ans après son assassinat...

Répetons-le : il n'a fait que son métier, servant encore et toujours, avec une persévérance remarquable, la cause du savoir et de sa transmission.

C'est pour cela qu'il a été assassiné.

Le 16 octobre 2020, à Conflans Saint-Honorine, dans les Yvelines, où nous lui rendrons un nouvel hommage demain matin à 11heures, l'impensable s'est produit : un professeur de notre République a été assassiné, décapité par un terroriste islamiste, pour avoir enseigné la liberté d'expression.

Trois ans plus tard, le 13 octobre 2023, devant le lycée d'Arras dans le Pas-de-Calais, Dominique Bernard périssait à son tour sous les coups de couteau d'un terroriste islamiste.

Samuel Paty fut sauvagement décapité pour avoir simplement enseigné, après avoir été dénoncé par une élève et avoir été victime d'une campagne de haine menée avec une féroce intensité sur les réseaux sociaux. Lors d'une leçon sur la liberté d'expression, il avait montré à ses élèves une caricature de *Charlie Hebdo*.



Son intention était d'expliquer le sens des images, d'analyser avec eux leur force satirique, de leur apprendre à comprendre, à questionner, à exercer leur jugement.

En un mot, à penser librement.

Deux enseignants, l'un d'histoire-géographie, l'autre de français.

Une même passion de la transmission.

Un identique attachement à la République.

Une même fidélité à sa promesse d'égalité et d'émancipation.

Dans une époque de tous les excès, de tous les vertiges et de toutes les confusions relativistes, ces deux professeurs-courage n'ont rien cédé sur l'essentiel.

Ils ont tenu leur place avec droiture. Ils ont cru profondément dans la personne humaine, dans sa capacité à progresser, à s'élever, à s'émanciper.

Ils étaient, au sens le plus noble du terme, des héritiers des Lumières, des militants du progrès humain et de la "perfectibilité".

Une idée, en particulier, leur était chère : la laïcité.

Ils savaient, par expérience, et par connaissance, que sans ce principe recteur, c'est la liberté de conscience elle-même qui se trouve menacée.

Ils se voulaient les humbles et efficaces serviteurs de cette laïcité, chaque jour, dans leur salle de classe.

Ils n'ignoraient pas non plus que ce principe si incompris, si contesté, si bafoué de nos jours, est d'abord un principe de liberté : un principe qui libère, au sens premier du terme.

Car la laïcité ne retranche rien à la liberté. Elle la rend possible.

Comme le voulait Ferdinand Buisson, l'un de ses grands penseurs, le principe de la laïcité garantit à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire, respecte les convictions de tous, et fonctionne dans notre République comme une voûte de soutènement de la liberté de conscience.

Mes Très Chers Frères, Mes Très Chères Sœurs, Mesdames, Messieurs, chers amis,

Alors que nous célébrons aujourd'hui la mémoire de Samuel Paty et de Dominique Bernard, une question nous oblige : que faisons-nous de leur héritage ?

Si leur exemple lumineux, par-delà la mort, demeure vivace pour nous, s'il reste une inspiration et une puissante source d'espérance, c'est parce qu'ils ont été des « *Républicains de bataille* », au sens que Georges Clemenceau donnait à cette expression.



Oui, ils ont été, l'un dans les Yvelines, l'autre dans le Pas-de-Calais, à leur poste et - si j'ose le dire ici - *en leurs grades et qualités*, des Républicains de bataille.

Des Républicains ardents et vigilants.

Des Républicains déterminés.

Ils ont porté une idée de l'école reposant sur une exigence simple, non négociable : que l'école demeure un espace protégé des pressions religieuses, idéologiques et identitaires. Non par hostilité envers les religions, mais pour permettre à chaque élève de construire librement son jugement, sans subir de pression sur sa conscience.

Car l'École de la République n'a pas vocation à assigner les enfants à leurs origines, à leurs croyances ou à celles de leurs parents. Elle a vocation à leur ouvrir tous les horizons. Les idées mortifères prospèrent toujours sur la perte des repères fondamentaux. Samuel Paty et Dominique Bernard le savaient.

Oui je vous le dis, si nous ouvrons les portes de l'institution scolaire à ces doctrines qui prétendent assujettir les consciences, si nous cédon devant ceux qui veulent substituer leurs dogmes aux principes de la République, alors c'est la mission émancipatrice de notre école que nous abandonnons. Et, avec elle, la clé de voûte de notre République.

Et je veux le dire clairement ici, peu importe les risques, l'islamisme constitue aujourd'hui l'une des expressions les plus dangereuses de ce fanatisme qui prétend soumettre la liberté de conscience à la loi religieuse. C'est l'idéologie islamiste qui a armé le bras des meurtriers de Samuel Paty et de Dominique Bernard.

Ces deux serviteurs de l'Éducation nationale connaissaient le danger de l'intégrisme et du fondamentalisme. Et c'est à ce péril qu'ils ont opposé, jusqu'à leur dernier souffle, un pari sur le savoir, un pari sur la connaissance émancipatrice.

Ce pari nous oblige.

Dans la fidélité à leur mémoire, nous devons nous mobiliser contre le fléau de l'islamisme. Oui, il nous faut tenir en cette occasion un langage de vérité.

Partout dans le monde, l'islamisme continue à semer la désolation et le chaos. Partout où il impose son emprise, l'islamisme menace les libertés, nourrit l'intolérance, légitime les persécutions et, dans ses formes les plus violentes, répand la terreur.

Depuis la fondation des Frères musulmans en Egypte en 1928, jusqu'aux mouvements djihadistes contemporains, les différentes expressions de l'islamisme politique nous rappellent les dangers d'une idéologie qui entend soumettre la société et les institutions à une conception totalitaire de la religion.



Trop longtemps hélas, en France, dans la patrie des Lumières, nous n'avons pas été à la hauteur.

Trop longtemps, les Républicains ont reculé.

Trop longtemps, ils ont cédé.

Trop longtemps, ils n'ont pas suffisamment agi pour endiguer la progression de ces idéologies.

Or, on ne combat efficacement que ce que l'on accepte de nommer. Et l'on ne gagne aucune bataille sans avoir d'abord posé le bon diagnostic.

C'est cela, aussi, que nous rappelle le souvenir vivant de Samuel Paty et de Dominique Bernard.

Célébrer leur mémoire, aujourd'hui, plusieurs années après leur assassinat, cela signifie faire le serment de ne rien lâcher. De ne pas céder. De ne pas succomber à la peur.

Cela veut dire également affirmer, envers et contre tout, la force de nos principes universels et la puissance de la fraternité.

Avoir l'audace de les porter haut face aux fanatismes, face à la violence, face à tous ceux qui veulent nous intimider et nous diviser, face aux obscurantismes et aux *diktats* des dogmes fermés, absolutistes et aveugles.

Cela signifie, enfin, préserver l'indépendance de l'École de la République à l'égard de toutes les emprises spirituelles, religieuses et idéologiques.

En clair : cela signifie protéger cette institution essentielle contre les intrusions, les pressions et les chantages de tous ordres. Et cela implique, pour reprendre les mots Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Léon Blum, de garantir à l'enceinte scolaire son caractère de havre et de sanctuaire. « *Les écoles, recommandait Jean Zay, doivent rester un asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas* ».

C'était valable en 1936, quand ces lignes furent écrites. Mais cela l'est, tout autant quatre-vingt-dix ans plus tard, aujourd'hui, en 2026 !

Et cela prend une résonance particulière face à l'intense crise que traverse notre système éducatif.

Depuis plusieurs semaines, les mobilisations de lycéens nous interpellent. Derrière les manifestations, derrière les revendications, il y a des inquiétudes, des doutes, des découragements et parfois un véritable désespoir.

Le Grand Orient de France ne peut naturellement rester insensible à ces souffrances, à ces demandes, à ces colères.



Car cette jeunesse est la nôtre. Ce sont nos enfants. Et c'est leur avenir, donc celui de notre République, qui est en jeu !

Cette jeunesse nous interpelle. Nous lui devons une réponse. Et cette réponse ne peut être que matérielle ou économique. Elle doit aussi être éducative, morale et profondément humaniste. Elle doit redonner du sens, de la confiance et des perspectives.

Gardons à l'esprit cet avertissement de Charles Péguy, qui écrivait en 1910 : « *les crises de l'éducation sont des crises de civilisation* ».

Mes Très Chers Frères, Mes Très Chères Sœurs, Mesdames, Messieurs, chers amis,

Tant que nous garderons à l'esprit que ce qui s'accomplit sous les « préaux de la République » est notre bien le plus précieux et notre promesse la plus lumineuse, nous resterons fidèles à la mémoire de Samuel Paty et de Dominique Bernard. Fidèles à leur engagement. Fidèles à leur courage. Fidèles à cette conviction que l'École peut et doit émanciper chaque enfant.

Vive l'école de la République !

Vive la République indivisible, laïque, démocratique et sociale !

J'ai dit.

Guillaume TRICHARD

Grand Maître du Grand Orient de France